



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

15 novembre 1989

2042

DEPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

A. 51.13.014

Berne, 14-10 novembre 1989

**Rencontre des Ministres des affaires étrangères des quatre
 pays neutres d'Europe (Yverdon, 27-28 octobre 1989)**

Note d'information du DFAE du 10 novembre 1989

Après délibération, il est

Note d'information

décidé:

Il est pris connaissance de la note d'information.

Rencontre des Ministres des affaires étrangères
 des quatre pays neutres d'Europe
 (Yverdon, 27-28 octobre 1989)

Participants:

M. Jan Andersson (Suède), Alois Beck (Autriche),
 Pertti Passio (Finlande), René Felber

Pour extrait conforme,
 Le secrétaire :

Issués des entretiens du 28.10.1989

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

Nr.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
		EDA	8	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
		EFD		
		EVD		
		EVED		
		BK		
		EFK		
		Fin.Del.		





EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

p.B.51.13.014

Berne, le 10 novembre 1989

**Für die BR.-Sitzung
vom 15. NOV. 1989**

Aux Membres du Conseil fédéral

Note d'information

Rencontre des Ministres des affaires étrangères
des quatre pays neutres d'Europe
(Yverdon, 27-28 octobre 1989)

Participants:

MM. Sten Andersson (Suède), Alois Mock (Autriche),
Pertti Paasio (Finlande), René Felber (hôte)

Résumé des entretiens du 28.10.1989

Les quatre Ministres ont brièvement évoqué les circonstances historiques qui ont présidé au choix de la neutralité pour chacun de leurs pays. M. Felber (BRF) en a profité pour préciser le sens de l'étude sur la neutralité qui avait été faite par un expert indépendant pour le compte du Groupe de réflexion Europe.

Europe de l'Est

Les développements en Europe centrale et orientale ainsi que la problématique de l'aide aux pays engagés dans un processus de restructuration économique et politique ont occupé la quasi-totalité de la discussion.

BRF évoque l'idée des coordonnateurs, dans le cadre de l'action du Groupe des 24, précisant que si un tel besoin devait se faire sentir pour faciliter le contact avec les pays demandeurs, il serait bon d'envisager un coordonnateur originaire de l'un des pays neutres, afin d'équilibrer la représentation de l'OTAN (USA + CE) vis-à-vis de l'Est. Cette proposition rencontre une approbation de principe unanime.

M. Paasio (PA) souligne la nécessité d'une approche pragmatique dans la détermination de l'aide, c'est-à-dire en lien direct avec les besoins exprimés.

M. Mock (MO) ajoute que, eu égard à la spontanéité des réactions, il n'était pas toujours possible de coordonner les actions d'aide. Il partage la conviction du pragmatisme, qui doit être assorti à son sens de préconditions de nature technique (financement lié à des projets concrets) afin d'éviter les erreurs commises dans les années 70 en Pologne notamment. Concernant la Yougoslavie, MO constate que la bonne volonté affichée par Belgrade est malheureusement gravement entachée par les difficultés économiques, politiques et émotionnelles que traverse ce pays.

M. Andersson (AN) quant à lui, partage les vues exprimées et spécifie qu'il est dans notre propre intérêt d'aider les efforts en cours actuellement, d'autant plus que M. Gorbatchov a besoin du succès des réformes en Pologne. La Suède a promis son aide à ce pays dans le domaine de l'environnement (un tiers de la pollution de la Baltique émane des eaux non-traitées de la Vistule). La solidarité européenne dans le domaine de l'environnement est

tout à fait essentielle (notre continent risque d'en mourir autrement) et AN est convaincu que la coopération dans ce domaine aura un effet d'entraînement pour la coopération économique (transfert de technologies).

BRF précise que l'aide n'est pas une ingérence, dans la mesure où elle répond à un appel spécifique. Nous ne poserons donc pas de conditions sur le plan économique, mais il est évident que si nous sommes prêts à signer des accords (APPI/ISA), il appartiendra aux investisseurs suisses et à eux seuls de s'engager. On peut partir du principe qu'ils ne le feront qu'après avoir constaté une évolution de la situation économique et politique. BRF évoque également les dispositions très favorables dans les milieux économiques suisses au niveau de la distribution (Migros, Coop). Il brosse les grandes lignes du message que le Gouvernement prépare pour soumettre au Parlement, dans le domaine de l'aide financière, de l'environnement, dans la formation des cadres et de la coopération culturelle.

PA admet que les efforts actuels ne constituent pas une ingérence. Il se pose néanmoins la question, dès lors qu'un pays tel que la Tchécoslovaquie deviendrait lui aussi demandeur, sans offrir de gages de réformes, quelle devrait être la réponse de nos pays. Il ajoute que la Finlande pour sa part entend elle aussi combiner l'aide d'urgence avec un fond spécial pour l'énergie (en Pologne), lié à la protection de l'environnement, ainsi qu'un allègement de la dette.

MO mentionne l'aide alimentaire autrichienne ainsi que les dispositions pour la promotion des investissements avec la Pologne et la Hongrie, de même que la transformation de la dette en participation au capital des entreprises locales. Il signale le projet de formation de 40 professeurs d'allemand pour la Hongrie, ainsi que les contacts entre partis, de part et d'autre de la frontière austro-hongroise, tout à fait en dehors des contacts gouvernementaux. MO est convaincu que des risques calculés doivent être pris, sous peine d'encourir d'encore plus grands risques plus tard.

PA souligne qu'il existe un pays particulièrement désespéré en Europe, l'Union Soviétique. Comme il s'agit là de traiter avec une superpuissance, nous ne pouvons par conséquent pas parler le même langage et c'est bien de la coopération qu'il faudra faire dans ce cas. Il rappelle les immenses difficultés régionales de l'URSS, plus particulièrement les effets néfastes sur l'environnement des mines dans la péninsule de Kola ainsi que des problèmes des Républiques baltes. PA rappelle les difficultés de collaborer avec les autorités soviétiques, les différents ministères étant très fortement compartimentés (l'Industrie lourde ne sait rien de l'Environnement, p.ex.). Il constate que si l'Union Soviétique dispose de 45 fois plus d'espace de forêt, sa production de pâte à papier n'est que 1,5 fois celle de la Finlande; c'est donc là un domaine rêvé de coopération, avec des effets inattendus sur la politique de Glasnost, vu le rôle nouveau de la presse et de l'information en URSS. PA est conscient que chacun des pays neutres est trop petit pour s'engager seul et que donc une coordination internationale est essentielle.

AN est persuadé qu'il faut trouver une manière de coopérer avec l'URSS si l'on veut s'assurer de la continuation des efforts dans les autres pays. Concernant la problématique balte, il évoque les tensions émanant de la présence ethnique russe dans ces républiques et aussi de la différence dans le niveau de vie par rapport au reste de l'URSS. A son sens, Gorbatchov est conscient que la Perestroïka aura besoin de dix ans pour réussir et que par conséquent il doit obtenir des résultats probants là où il peut, par exemple en Estonie, mais aussi en Pologne et en Hongrie. Les Soviétiques n'ont aucune idée du management et leur infrastructure est un insulte à l'efficacité. AN estime que les Neutres sont dans une position privilégiée, car ils peuvent montrer que leur aide n'est pas animée par des buts inavouables (no ulterior motives), puisqu'ils ne constituent pas une menace pour la sécurité.

MO souligne qu'il faut prendre en considération la fierté nationale des Soviétiques, y compris celle spécifique des Russes.



En effet, tout l'exercice d'aide est de nature politique, puisque il s'agit bel et bien de soutenir l'évolution en vue d'un changement profond de ces régimes. D'autre part, les pays concernés n'ont pas de référence historique nationale pour une évolution démocratique, d'où l'importance de la substance comme du langage de notre coopération. MO pense qu'il ne faut pas négliger les institutions multilatérales dans nos efforts, en particulier le Conseil de l'Europe, dont les critères spécifiques doivent rester très strictes au niveau de la participation autant que membre à part entière.

Visite Gorbatchov en Finlande

PA est invité à commenter l'événement "à chaud". Il constate que cette visite était tout sauf une visite de courtoisie. Sa substance politique était considérable, ainsi qu'en témoigne le discours de Gorbatchov à Helsinki. L'Union Soviétique a simplifié son langage vis-à-vis de la Finlande, décrétant clairement que le Traité de 1948 n'était pas en contradiction avec l'exercice de la neutralité. Gorbatchov a beaucoup insisté sur le rôle actuel de la neutralité. Il a fait des avances concrètes envers les pays nordiques, suggérant même une participation des Républiques baltes comme observateurs au Conseil nordique (le SG du Parti estonien ainsi que celui de Léningrad étaient incorporés à la délégation soviétique). Les besoins spécifiques de la péninsule de Kola, dans l'industrie forestière ont été évoqués, PA remarquant que les Soviétiques ont le "know why" mais pas le "know how". La perspective d'une réduction des armements dans les Mers du Nord ainsi que la suppression des vecteurs à courte et moyenne portée dirigés contre la Scandinavie a également été mise en avant. Enfin, Gorbatchov a clairement récusé tout droit soviétique à l'intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays, et partant abandonné les bases idéologiques dans les relations extérieures de l'URSS.

Conclusions

Dans son "summing-up" BRF rappelle encore l'excellente coopération des Neutres au sein de la CSCE et propose que leurs experts respectifs se réunissent afin d'analyser l'application des mécanismes de contrôle prévus par le Document final de Vienne. Il suggère ensuite, au vu de la discussion du matin, que les quatre participants procèdent à un échange intensif d'informations sur les mesures prévues par chacun dans le cadre de l'aide à l'Europe de l'Est. Enfin, il pense que la discussion indique un désir partagé de répondre à des appels ponctuels dans le cadre de l'action spécifique de l'un ou l'autre des Neutres, par exemple dans le cas d'initiatives finlandaises vis-à-vis de l'Union Soviétique. Par extension, et ce pourrait être le cas du Moyen-Orient, où la Suède dispose d'un "leadership" incontesté, les Neutres pourraient être à la disposition l'un ou de l'autre, sans que cela n'empiète sur des initiatives propres.

MO considérant la grande utilité de l'échange de vues à quatre, invite ses collègues à se réunir en Autriche en 1990. Dans cette optique, PA ajoute qu'il serait utile que l'on procède à une répartition des tâches entre le niveau ministériel et celui des Secrétaires d'Etat.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES



René Felber